

# **CAHIER SPECIAL DES CHARGES**

**DU MARCHE PUBLIC DE**

## **SERVICES**

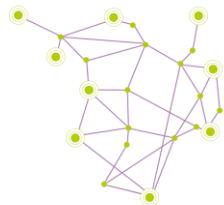
**AYANT POUR OBJET**

### **CRÉATION DE CONTENUS DIGITAUX « Groupes » POUR LA DESTINATION GRANDE RÉGION**

**Dans le cadre du projet de coopération transfrontalière**

**INTERREG VA « Grande Région »**

**Marketing touristique digital pour la Grande Région : Action 7**



**DIGITALES TOURISMUSMARKETING FÜR DIE**

**GROSSREGION**

**MARKETING TOURISTIQUE DIGITAL POUR LA**

**GRANDE RÉGION**

### **PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICATION PREALABLE**

**Pouvoir adjudicateur**

**Fédération du Tourisme de la Province de Liège (asbl)**

**Auteur et partenaires du projet**  
**Fédération du Tourisme de la Province de Liège (asbl)**  
**Association touristique du Luxembourg Belge**  
**Partenaires**  
**Agence du Tourisme de l'Est de la Belgique**  
**Agence Régionale du Tourisme Grand Est | Destination Lorraine**  
**Commissariat Général au Tourisme**  
**Luxembourg for Tourism**  
**Moselle Attractivité**  
**Rheinland-Pfalz Tourismus GmbH**  
**Tourismus Zentrale Saarland GmbH**

**Interreg**   
EUROPEAN UNION  
**Grande Région | Großregion**

Fonds européen de développement régional | Europäischer Fonds für regionale Entwicklung



DIGITALES TOURISMUSMARKETING FÜR DIE  
**GROSSREGION**  
MARKETING TOURISTIQUE DIGITAL POUR LA  
**GRANDE RÉGION**



**Groß | Grande**  
**REGION**

[www.granderegion.net](http://www.granderegion.net) / [www.grossregion.net](http://www.grossregion.net)



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Économie



**Table des matières**

<b>I. DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES</b>	<b>5</b>
I.1 LISTE DES DÉROGATIONS AUX RÈGLES GÉNÉRALES D'EXÉCUTION ET LEUR MOTIVATION	5
I.2 IDENTITÉ DU POUVOIR ADJUDICATEUR	5
I.3 DISPOSITIONS APPLICABLES AU PRÉSENT MARCHÉ ET RESPECT DE LA CHARTE PROVINCIALE CONTRE LE DUMPING SOCIAL	6
I.4 TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL PAR LA PROVINCE DE LIÈGE	8
I.5 CONFLITS D'INTÉRÊTS – MÉCANISME DU TOURNIQUET (ART. 6 LOI 17/06/2016 + ART. 51 AR 18/04/2017)	9
I.6 COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX ET LOI APPLICABLE	9
I.7 AUTEUR DE PROJET	9
I.8 PERSONNE DE CONTACT POUR TOUTE INFORMATION CONCERNANT LE PRÉSENT CAHIER SPÉCIAL DES CHARGES	10
<b>II. DISPOSITIONS RELATIVES À LA PASSATION DU MARCHÉ</b>	<b>11</b>
II.1 DESCRIPTION DU MARCHÉ	11
II.2 DURÉE DU MARCHÉ (ART. 57 AL. 2 LOI 17/06/2016)	12
II.3 MODE DE PASSATION (ART. 35, 42 § 1, 1° A/D) ET 85 LOI 17/06/2016	12
II.4 DÉTERMINATION ET COMPOSANTE DES PRIX (ART. 26 À 32 AR 18/04/2017)	12
II.5 VÉRIFICATION DES PRIX OU DES COÛTS (ART. 84 LOI 17/06/2016 + ART. 33 À 37 AR 18/04/2017)	13
II.6 VARIANTES ET OPTIONS (ART. 56 LOI 17/06/2016 + ART. 48 AR 18/04/2017)	13
II.7 MARCHÉ À LOTS (ART. 58 LOI 17/06/2016 + ART. 49 ET 50 AR 18/04/2017)	14
II.8 EMPLOI DES LANGUES (ART. 53 AR 18/04/2017)	14
II.9 DÉLAI D'ENGAGEMENT DU SOUMISSIONNAIRE (ART. 58 AR 18/04/2017)	14
II.10 MOTIFS D'EXCLUSION ET CRITÈRES DE SÉLECTION (ART. 66 À 80 LOI 17/06/2016 + ART. 38 À 40 ET 59 À 74 AR 18/04/2017)	14
II.10.1 Déclaration implicite sur l'honneur (art. 73 LOI 17/06/2016 + art. 38 à 40 AR 18/04/2017)	14
II.10.2 Motifs d'exclusion (art. 66 à 70 LOI 17/06/2016 + art. 61 à 64 AR 18/04/2017)	15
II.10.3 Particularités pour les groupements (art. 40, 64 AR 18/04/2017)	16
II.11 VISITE DES LIEUX - SÉANCE D'INFORMATION	16
II.12 FORME ET CONTENU DES OFFRES (ART. 77 À 82 AR 18/04/2017)	16
II.12.1 Formulaire (art. 77 AR 18/04/2017)	16
II.12.2 Contenu de l'offre (art. 78 AR 18/04/2017)	17
II.12.3 Inventaire (art. 79 AR 18/04/2017)	17
II.12.4 Erreurs et omissions (art. 81 et 82 AR 18/04/2017)	17
II.13 DÉPÔT DES OFFRES (ART. 54 ET 128/129 AR 18/04/2017 → ART. 90 § 1 - 2 ET 91 § 1 AR 15/07/2011)	18
II.14 OUVERTURE DES OFFRES (ART. 128/129 AR 18/04/2017 → ART. 92 AL 1 À 3, 93 ET 94 AR 15/07/2011)	19
II.15 CHOIX DE L'OFFRE (ART. 81 LOI 17/06/2016)	19
II.16 CRITÈRES D'ATTRIBUTION (ART. 81 LOI 17/06/2016)	20
II.17 NÉGOCIATIONS (ART. 42 § 2 LOI 17/06/2016)	21
<b>III. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION DU MARCHÉ</b>	<b>22</b>
III.1 DIRECTION ET CONTRÔLE : FONCTIONNAIRE DIRIGEANT (ART. 11 AR 14/01/2013)	22
III.2 SOUS-TRAITANCE (ART. 12 À 15 AR 14/01/2013)	22
III.3 MARCHÉS DISTINCTS (ART. 17 AR 14/01/2013)	23
III.4 CONFIDENTIALITÉ (ART. 18 AR 14/01/2013)	23
III.5 TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL PAR L'ADJUDICATAIRE	23
III.6 ASSURANCES (ART. 24 AR 14/01/2013)	25
III.7 CAUTIONNEMENT (ART. 25 À 33 ET 158 AR 14/01/2013)	25
III.8 CONFORMITÉ DE L'EXÉCUTION (ART. 34 AR 14/01/2013)	25
III.9 MODIFICATIONS DU MARCHÉ (ART. 37 À 38/19 AR 14/01/2013)	25
III.9.1 Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3 AR 14/01/2013)	25
III.9.2 Révision des prix (art. 38/7 AR 14/01/2013)	26
III.9.3 Impositions ayant une incidence sur le montant du marché (art. 38/8 + 38/16 AR 14 janvier 2013)	26
III.9.4 Circonstances imprévisibles dans le chef de l'adjudicataire (art. 38/9 et 38/10 AR 14/01/2013)	27

III.9.5 Faits du pouvoir adjudicateur et de l'adjudicataire (art. 38/11 + 38/14 à 38/16 AR 14/01/2013)	28
III.9.6 Indemnités suite aux suspensions ordonnées par le pouvoir adjudicateur et incidents durant la procédure (art. 38/12 + 38/14 et 38/16)	29
III.10 CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DU MARCHÉ (ART. 39 ET 41 À 43 AR 14/01/2013)	30
III.11 DÉFAUT D'EXÉCUTION – MOYENS D'ACTION ET SANCTIONS (ART. 44 À 49 ET 154 - 155 AR 14/01/2013)	30
III.12 DÉROULEMENT DU MARCHÉ (ART. 146 À 153 AR 14/01/2013)	31
III.12.1 Commande unique (art. 146 AR 14/01/2013)	31
III.12.2 Délai d'exécution (art. 147 AR 14/01/2013)	31
III.12.3 Quantités (art. 148 et 151 § 5 AR 14/01/2013)	32
III.12.4 Lieu(x) d'exécution (art. 149 AR 14/01/2013)	32
III.12.5 Vérification des services (art. 150 AR 14/01/2013)	32
III.12.6 Responsabilité du prestataire de services (art. 152 et 153 AR 14/01/2013)	32
III.13 RÉCEPTION DU MARCHÉ (ART. 156 ET 157 AR 14/01/2013)	33
III.14 PAIEMENT DES SERVICES (ART. 66 ET 160 AR 14/01/2013)	33
<b>IV. CLAUSES TECHNIQUES</b>	<b>35</b>
IV.1 DESCRIPTIF TECHNIQUE DES SERVICES	35
IV.2 INTERLOCUTEUR UNIQUE	35
IV.3 PRÉSENTATION DE L'OFFRE	35
<b>ANNEXE A : FORMULAIRE D'OFFRE</b>	<b>37</b>
<b>ANNEXE B : INVENTAIRE</b>	<b>40</b>
<b>ANNEXE C : MODELE DE DÉCLARATION INTERLOCUTEUR UNIQUE</b>	<b>41</b>

## I. Dispositions préliminaires

### I.1 Liste des dérogations aux règles générales d'exécution et leur motivation

Dérogation à l'article 25 de l'AR RGE

Au regard des consultations préalables de ce marché public qui ont été menées par le pouvoir adjudicateur<sup>1</sup>, force est de constater que la majorité des opérateurs<sup>2</sup> de petite taille ne déposeront d'offres que si les formalités de dépôt et d'exécution sont aisées, a fortiori suite à la crise sanitaire qui les a encore davantage fragilisés.

En outre, les services à prester dans le cadre du présent marché public se rapprochent des services connexes aux services informatiques ((CPV 72000000-5) Services de technologie de l'information, conseil, développement de logiciel, internet et appui) qui sont en tout état de cause exemptés de cautionnement conformément à l'article 25 de l'AR RGE.

L'adjudicateur considère en conséquence que pour garantir une participation suffisante d'opérateur économiques et la possibilité pour eux d'accéder au marché, il est rendu indispensable au regard des exigences particulières de ce marché de ne pas imposer une obligation de cautionnement.

### I.2 Identité du pouvoir adjudicateur

#### **FEDERATION DU TOURISME DE LA PROVINCE DE LIEGE (ASBL)**

Place de la République française, 1

4000 Liège

BELGIQUE

Numéro d'entreprise : 0402.398.857

Pouvoir adjudicateur : Jérôme Aussems, Directeur

Désignation du comptable assignataire : Joelle Keysers

Personne de contact : Carole Bellefleur

0032 (0)4 279 69 71

[carole.bellefleur@provincedeliege.be](mailto:carole.bellefleur@provincedeliege.be)

#### AGISSANT AU NOM DES PARTENAIRES :

- Association touristique du Luxembourg Belge
- Agence du Tourisme de l'Est de la Belgique
- Agence Régionale du Tourisme Grand Est | Destination Lorraine
- Commissariat Général au Tourisme
- Luxembourg for Tourism
- Moselle Attractivité
- Rheinland-Pfalz Tourismus GmbH
- Tourismus Zentrale Saarland GmbH

Dans le cadre du projet de coopération transfrontalière INTERREG VA « Grande Région » Marketing touristique digital pour la Grande Région : Action 7

<sup>1</sup> Sondage : Clauses de cautionnement dans les marchés publics, FTPL, octobre 2020.

<sup>2</sup> Petites et micro entreprises telles que définies par la Commission Européenne

### **I.3 Dispositions applicables au présent marché et respect de la Charte provinciale contre le dumping social**

Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les prescriptions du présent cahier spécial des charges, **le marché est soumis à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics** et en particulier à :

1. la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
2. l'Arrêté Royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
3. l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, tel que modifié par l'Arrêté Royal du 22 juin 2017 ;
4. la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, telle que modifiée par la Loi du 16 février 2017 ;
5. les modifications ultérieures de ces textes.

**Le présent marché est également soumis à toutes les dispositions législatives, réglementaires, administratives ou conventionnelles applicables en Belgique et en vigueur dans le domaine d'activité concerné.**

Conformément à l'article 7 de la Loi du 17 juin 2016, **le soumissionnaire est tenu de respecter et de faire respecter par toute personne agissant en qualité de sous-traitant à quelque stade que ce soit et par toute personne mettant du personnel à disposition pour l'exécution du marché, toutes les obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail établies par le droit de l'Union Européenne, le droit national, les conventions collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail énumérées à l'annexe II de la Loi<sup>3</sup>.** Le non-respect de ces dispositions peut entraîner, selon les cas, la non-sélection du soumissionnaire, l'irrégularité de l'offre ou encore des sanctions en cours d'exécution du marché.

**En outre, par le simple fait d'introduire son offre, le soumissionnaire déclare implicitement sur l'honneur qu'il s'engage, pour lui-même et ses sous-traitants, à respecter la Charte contre le dumping social adoptée par la Province de Liège.**

Extrait de la Charte : Engagements des soumissionnaires et de leurs sous-traitants<sup>4</sup>

<sup>3</sup> Liste des conventions internationales dans le domaine social et environnemental visées à l'article 7, alinéa 1 de la Loi du 17 juin 2016: convention OIT n° 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, convention OIT n° 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective, convention OIT n° 29 sur le travail forcé, convention OIT n° 105 sur l'abolition du travail forcé, convention OIT n° 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi, convention OIT n° 111 concernant la discrimination (emploi et profession), convention OIT n°100 sur l'égalité de rémunération, convention OIT n°182 sur les pires formes de travail des enfants, convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone et son protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, convention de Rotterdam du 10 septembre 1998 sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international (PNUE/FAO) (Convention PIC) et ses trois protocoles régionaux.

<sup>4</sup> La charte intégrale est consultable à l'adresse suivante: <http://www.provincedeliege.be/fr/marchescommuns>.

### **Article 5.**

Tout soumissionnaire répondant à un marché public organisé par la Province de Liège s'engage implicitement, par le simple dépôt de son offre, à respecter, et à faire respecter par ses sous-traitants, les obligations imposées par la présente charte.

### **Article 6.**

Le soumissionnaire est tenu de joindre à son offre, la liste des sous-traitants qui participeront à l'exécution du marché et à porter préalablement à la connaissance du pouvoir adjudicateur tout changement éventuel dans la liste de ces sous-traitants.

### **Article 7.**

Le soumissionnaire s'engage à respecter, et à faire respecter par ses sous-traitants, l'ensemble des dispositions législatives, réglementaires, administratives ou conventionnelles applicables en Belgique, relatives notamment au respect de la sécurité et du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ; au respect des périodes maximales de travail et minimales de repos ; au paiement des rémunérations ; aux conditions de mise à disposition de travailleurs ; aux conditions d'occupation et de séjour de travailleurs étrangers ; à l'égalité de traitement entre hommes et femmes.

### **Article 8.**

Le soumissionnaire et ses sous-traitants s'engagent à ce que les travailleurs participant à l'exécution du marché soient traités de manière à leur assurer une qualité de vie et de travail digne. Tout comportement pouvant s'apparenter au trafic ou à la traite des êtres humains sera porté à la connaissance des autorités compétentes.

### **Article 9.**

Conformément à la Convention collective du 12 juin 2014 de la Commission paritaire de la construction fixant des conditions de travail diverses, lorsque le travailleur est occupé sur un lieu de travail situé à une distance telle de son domicile qu'il ne peut rentrer quotidiennement chez lui, le soumissionnaire et ses sous-traitants s'engagent à lui fournir un logis et une nourriture convenables ou, à défaut, une indemnité de logement et de nourriture.

### **Article 10.**

Conformément à la Convention collective de travail n°53 du 23 février 1993 relative au chômage temporaire, le soumissionnaire et ses sous-traitants ne peuvent sous-traiter à des tiers le travail qui est normalement exécuté par des travailleurs qui sont mis en chômage temporaire pendant la durée de ce chômage. En cas de non-respect flagrant de cette interdiction, la Province de Liège en informera les autorités compétentes, en vue de la poursuite éventuelle des infractions constatées.

### **Article 11.**

En cas de violation de la présente charte par l'adjudicataire ou un de ses sous-traitants, au cours de l'exécution du marché public, l'adjudicataire est considéré comme étant en défaut d'exécution et est passible des sanctions prévues aux articles 44 et suivants de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics.



De plus, **le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales de vente. Seules les conditions du marché prescrites dans les documents du marché sont applicables.**

## **I.4 Traitement des données à caractère personnel par la Province de Liège**

En sa qualité de responsable du traitement de données à caractère personnel, la Province de Liège, Place Saint-Lambert 18A à 4000 Liège, est soucieuse de la sécurité et de la confidentialité de vos données.

En particulier, elle s'engage à respecter les dispositions du Règlement général européen sur la protection des données n°2016/679 (le RGPD), ainsi que la Loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les données à caractère personnel collectées dans le cadre de la soumission seront uniquement traitées dans le cadre de la gestion administrative du dossier de marché public.

Les données à caractère personnel concernent :

- des données d'identification du soumissionnaire et, le cas échéant, de ses membres ;
- des données judiciaires du soumissionnaire et, le cas échéant, des membres des organes représentatifs de celui-ci ;
- des données relatives à la situation sociale, fiscale, juridique du soumissionnaire ainsi que les autres données relatives à sa sélection conformément au prescrit du présent cahier spécial des charges et de la législation relative aux marchés publics ;
- les adresses, numéros de téléphone et autres données de contact ;
- les droits à l'image et la voix ;
- le cas échéant, les mêmes données pour les tiers et sous-traitants.

La base légale sur laquelle repose le traitement est la législation relative aux marchés publics. La liste des différentes dispositions légales en vigueur est disponible au point I.3. du présent cahier spécial des charges.

Les données à caractère personnel pourront éventuellement être transmises à des tiers. Cela vise principalement :

- les vérifications/contrôles imposés par l'Autorité de Tutelle (Service Public de Wallonie), un pouvoir subsidiant (Feder, ...) ou la Cour des Comptes ;
- la transmission de dossiers dans le cadre d'un recours en justice (Conseil d'Etat, autres cours et tribunaux, conseils des parties, ...) ;
- la transmission d'information aux agents provinciaux via l'Intranet et aux adhérents de la Centrale d'achat via notre page Internet (il s'agit ici des informations de contact pour le suivi du marché : coordonnées des personnes de contact pour les commandes, ...) ;

Les données des soumissionnaires ne seront accessibles qu'aux agents des services provinciaux ayant à connaître/traiter du présent dossier. Elles ne seront pas communiquées à des tiers (sous réserve des cas susmentionnés) et seront conservées aussi longtemps que les besoins de l'administration le requièrent.



Dans ce cadre, nous vous informons que vous disposez à tout moment des droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation de traitement, de portabilité et d'opposition concernant lesdites données. Ces droits peuvent être exercés en prenant contact avec le délégué à la protection des données dont les coordonnées sont mentionnées ci-dessous.

**Par le simple fait de soumissionner, vous vous engagez à avoir obtenu l'accord des personnes physiques de votre société pour lesquelles des données à caractère personnel seront transmises pour la gestion administrative du dossier.**

Contact pour tout renseignement complémentaire concernant la protection des données à caractère personnel : [info.dpo@provincedeliege.be](mailto:info.dpo@provincedeliege.be) – ou A l'attention du délégué à la protection des données, rue d'Othée, 121 – 4430 Ans.

---

## **I.5 Conflits d'intérêts – mécanisme du Tourniquet** (art. 6 Loi 17/06/2016 + art. 51 AR 18/04/2017)

Sans préjudice des articles 6 et 69, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> de la Loi du 17 juin 2016, est considéré comme un conflit d'intérêts, toute situation dans laquelle une personne physique qui a travaillé pour un pouvoir adjudicateur comme collaborateur interne, dans un lien hiérarchique ou non, comme fonctionnaire concerné, officier public ou toute autre personne liée à un pouvoir adjudicateur de quelque manière que ce soit, intervient ultérieurement dans le cadre d'un marché public passé par ce pouvoir adjudicateur et qu'un lien existe entre les précédentes activités que la personne susmentionnée a prestées pour le pouvoir adjudicateur et ses activités dans le cadre du marché.

L'application de cette disposition est toutefois limitée à une période de deux ans qui suit la démission de ladite personne ou toute autre façon de mettre fin aux activités précédentes.

---

## **I.6 Compétence des Tribunaux et loi applicable**

Pour toute contestation, même en matière de référé, il est expressément attribué compétence exclusive aux **tribunaux belges** et plus particulièrement à ceux de l'**arrondissement judiciaire de Liège** et ce, quel que soit le lieu où le contrat est né ou doit être exécuté.

Cette clause demeure valable en cas de litispendance, de connexité ou d'appel en garantie.

La **loi belge** est d'application à l'exclusion de toute autre.

---

## **I.7 Auteur de projet**

### **FEDERATION DU TOURISME DE LA PROVINCE DE LIEGE (ASBL)**

Place de la République française, 1  
4000 Liège  
Belgique  
0032 (0)4 279 56 20

## **I.8 Personne de contact pour toute information concernant le présent cahier spécial des charges**

### **Carole Bellefleur**

Chargée de projet – Interreg : Marketing Digital

[carole.bellefleur@provincedeliege.be](mailto:carole.bellefleur@provincedeliege.be)

0032 (0)4 279 69 71

En cette période d'instabilité liée à la situation sanitaire actuelle, nous vous saurions gré de bien vouloir nous adresser l'ensemble de vos demandes d'informations **par courriel** à l'adresse indiquée ci-haut.

**Objet :** Marché Groupes\_Nom de votre entreprise.

## II. Dispositions relatives à la passation du marché

Cette deuxième partie fixe les règles relatives à la passation du marché.

Les dispositions contenues dans cette partie se rapportent à la Loi du 17 juin 2016 et à l'Arrêté Royal du 18 avril 2017 ainsi qu'à leurs modifications ultérieures.

### II.1 Description du marché

Le présent marché a pour objet **la création, en Grande Région, de contenus digitaux multilingues destinés aux Short-Breakers<sup>5</sup> voyageant en groupe**, tel que prévue dans le cadre du projet de coopération transfrontalière Interreg VA Grande Région – Projet Marketing Touristique Digital pour la Grande Région : Action 7 et ce dans le respect des clauses techniques du cahier spécial des charges.

En s'entourant des services et conseils d'une société de production de contenu digital, la FTPL et ses partenaires souhaitent pouvoir disposer rapidement de contenus digitaux expérientiels mettant en valeur **les meilleurs atouts dits « de groupes »** en Grande Région. Ainsi, les contenus présentant les attractions sélectionnées seront cohérents avec la stratégie de promotion digitale de la Grande Région mise en application sur le site web [www.tourismus-grossregion.eu](http://www.tourismus-grossregion.eu)

**Les services attendus incluent les livrables suivants**, réalisés en étroite collaboration avec le maître d'ouvrage, ses partenaires et les prestataires :

- **1 Atelier pré-production**
- **Boîtes de contenu** incluant chacune (point II.4 Bordereau de prix) :
  - 1 vidéo expérientielle
  - 20 photos retravaillées
  - 1 texte de 300 mots
- **1 Vidéo promo multilingue** « Expérience groupes en Grande Région »
- **La ou les options levées par l'adjudicateur** (point II.6 Variantes et options)

Les services attendus sont détaillés au point **IV.1 Descriptif technique des services, IV.1.3. Contenu de la mission.**

Le présent marché comporte un **lot unique divisé en plusieurs postes.**

<sup>5</sup> Le groupe cible prioritaire pour la création du contenu est celui des Short-Breakers voyageant en groupe. Friands des courts séjours de proximité (1 à 4 jours), ils ont une attirance marquée pour les city trips et les séjours nature. Réalisés quelques fois par année et parfois dans le cadre d'événements, ces petits voyages de découvertes locales leur permettent de s'évader de la vie quotidienne. Ils recherchent avant tout des escapades reposantes, sans stress ni artifice.

## II.2 Durée du marché (art. 57 al. 2 Loi 17/06/2016)

Le présent marché fera l'objet d'une **commande unique** pour une période **prenant cours le lendemain de la notification au soumissionnaire de l'approbation de son offre, pour se terminer au plus tard 31 décembre 2021, avec possibilité de résiliation** dans le chef des deux parties moyennant la notification par envoi recommandé d'un **préavis de 5 mois**.

Afin de capter les particularités saisonnières de l'hiver et de l'été, deux périodes de production seront idéalement prévues en 2021 pour les supports visuels. L'une au premier trimestre sous la neige (si) et l'autre lors du retour des feuilles et des températures estivales.

La résiliation du marché dans les cas prévus ci-dessus ne donnera lieu au paiement d'aucune indemnité par la partie qui prendra l'initiative de la notifier.

## II.3 Mode de passation (art. 35, 42 § 1, 1° a/d) et 85 Loi 17/06/2016

Le marché est passé par voie de **procédure négociée sans publication préalable** sur base de l'article 42 § 1, 1° a) de la Loi du 17 juin 2016.

Le pouvoir adjudicateur n'a pas l'obligation d'attribuer ou de conclure le marché. Il peut soit renoncer à attribuer ou à conclure le marché, soit recommencer la procédure, au besoin d'une autre manière.

## II.4 Détermination et composante des prix (art. 26 à 32 AR 18/04/2017)

Les prix sont énoncés en **euros** et le montant total de l'offre est exprimé en chiffres et en toutes lettres.

Le présent marché est un **marché mixte** c'est à dire qu'il est constitué de postes à prix global et d'autres à bordereaux de prix selon la répartition suivante :

Prix global : C'est-à-dire, celui dans lequel le prix forfaitaire couvre l'ensemble du poste :

- Poste 1      Atelier de pré-production
- Poste 2      Vidéo promo

Bordereaux de prix : C'est-à-dire celui dans lequel les prix unitaires des différents postes sont forfaitaires et les quantités déterminées pour les postes sont présumées. Les postes sont portés en compte sur la base des quantités effectivement commandées et mises en œuvre. :

- Poste 3      Boîtes de contenu (Q35)

### OPTIONS

- Poste A      Vidéo « spot promo »      (Q35)
- Poste B      Traduction - Français      (Q35)
- Poste C      Traduction - Allemand      (Q35)
- Poste D      Traduction - Néerlandais      (Q35)
- Poste E      Traduction - Anglais      (Q35)

Le soumissionnaire est censé avoir établi le montant de son offre selon ses propres opérations, calculs et estimations, tenant compte du contenu et de l'étendue du marché.

Sont **incluses** dans les prix unitaires et globaux du marché toutes les impositions auxquelles est assujéti le marché, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée dont le (ou les) taux est (sont) précisé(s) dans l'offre.

Sont donc **inclus** dans les prix tant unitaires que globaux, tous les frais, mesures et charges quelconques inhérents à l'exécution du marché, notamment :

- la location, l'achat d'équipement ;
- les rencontres en présentiel ;
- le cas échéant, l'achat de contenu ;
- la gestion administrative et le secrétariat ;
- les frais de déplacements, le transport et l'assurance ;
- la documentation relative aux services ;
- la livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution ;
- le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;
- les mesures d'application des lois et règlements RGPD.
- Etc.

Les services sont donc prestés **sans frais supplémentaires** et le prix comprend également **toutes les prestations décrites dans les clauses techniques** (cf. IV.1).

---

## **II.5 Vérification des prix ou des coûts** (art. 84 Loi 17/06/2016 + art. 33 à 37 AR 18/04/2017)

Le pouvoir adjudicateur procèdera à la vérification des prix ou des coûts des offres introduites. A sa demande, le soumissionnaire fournira toutes les informations nécessaires.

Si le pouvoir adjudicateur constate que les prix ou les coûts semblent anormalement bas ou élevés, il procèdera à un examen de ces derniers.

---

## **II.6 Variantes et options** (art. 56 Loi 17/06/2016 + art. 48 AR 18/04/2017)

Aucune variante libre ou exigées dans le cadre de ce marché.

### **Option(s) exigée(s)**

- A.** Création de vidéos « spot promo » :
  - o Déclinaison des vidéos créées pour les boîtes de contenu
  - o Durée 20 secondes (trame musical, courts textes ex : Nom du lieu)
- B.** Traduction - Français\*
- C.** Traduction - Allemand\*
- D.** Traduction - Néerlandais\*
- E.** Traduction - Anglais\*

\*Prendre note : La création de contenus se fera dans la langue de préférence du prestataire soit le français, soit l'allemand. Conséquemment, les traductions françaises et allemandes ne concerneront qu'une partie du contenu.

Exemple :

Si les productions sont réalisées à 60% en français et à 40% en allemand, les traductions seront réalisées inversement à 40% en français et 60% en allemand.

Les traductions néerlandaises et anglaises, quant à elles, seront appliquées à l'ensemble des contenus. Les traductions devront respecter les attentes décrites au point IV.1 Descriptif technique des services - IV.1.3. Contenu de la mission.

Le pouvoir adjudicateur n'est jamais obligé de lever une option, ni lors de la conclusion, ni pendant l'exécution du marché. Par contre, **le soumissionnaire est obligé de remettre prix pour toutes les options exigées.**

---

## **II.7 Marché à lots** (art. 58 Loi 17/06/2016 + art. 49 et 50 AR 18/04/2017)

Pour rappel, le présent marché de services comporte un **lot unique**

---

## **II.8 Emploi des langues** (art. 53 AR 18/04/2017)

L'offre est rédigée en **français**.

Les documents rédigés dans une autre langue devront être accompagnés d'une traduction en français.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'écarter toute offre dont l'analyse pourrait s'avérer impossible ou malaisée en raison du non-respect de cette disposition par le soumissionnaire.

---

## **II.9 Délai d'engagement du soumissionnaire** (art. 58 AR 18/04/2017)

Le soumissionnaire reste engagé par son offre, telle qu'elle a été éventuellement rectifiée par le pouvoir adjudicateur, pendant un délai de **120 jours calendriers** à compter de la date limite de réception des offres.

---

## **II.10 Motifs d'exclusion et critères de sélection** (art. 66 à 80 Loi 17/06/2016 + art. 38 à 40 et 59 à 74 AR 18/04/2017)

### **II.10.1 Déclaration implicite sur l'honneur** (art. 73 Loi 17/06/2016 + art. 38 à 40 AR 18/04/2017)

Le soumissionnaire, par le simple fait d'introduire son offre, **déclare implicitement sur l'honneur qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés aux articles 67 à 69 de la Loi du 17 juin 2016** (et ce même pour les cas pour lesquels les documents justificatifs ne sont pas vérifiables directement et gratuitement par le pouvoir adjudicateur via une base de données et donc pour les motifs d'exclusion obligatoire et facultative).

Si le soumissionnaire est dans un cas d'exclusion, mais a pris des mesures correctrices conformément à l'article 70 de la Loi du 17 juin 2016, la déclaration sur l'honneur ne porte pas sur le motif visé et le soumissionnaire décrit les mesures prises.

En vertu de l'article 73 § 3, alinéa 1<sup>er</sup> de la Loi du 17 juin 2016, le pouvoir adjudicateur pourra réclamer, à tout moment de la procédure et à tout soumissionnaire, la production de tout ou partie des documents justificatifs, sauf :

- lorsque le pouvoir adjudicateur a la possibilité de les obtenir directement et gratuitement en accédant à une base de données ;
- lorsque le pouvoir adjudicateur les a déjà en sa possession suite à un marché conclu précédemment pour autant que le soumissionnaire identifie dans son offre la précédente procédure et que ces documents répondent encore aux exigences requises.

## II.10.2 Motifs d'exclusion (art. 66 à 70 Loi 17/06/2016 + art. 61 à 64 AR 18/04/2017)

En vertu des articles 62 et 63 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017, le pouvoir adjudicateur vérifiera la situation de tous les soumissionnaires sur le plan des dettes fiscales et sociales.

Cette vérification aura lieu sur base des attestations disponibles gratuitement via une application électronique dans les 20 jours calendriers suivant la date ultime fixée pour le dépôt des offres<sup>6</sup>.

Si la vérification électronique est incertaine ou impossible (notamment parce qu'une telle application n'existerait pas dans d'autres Etats), le pouvoir adjudicateur réclamera aux soumissionnaires concernés les attestations récentes justifiant qu'ils satisfont à leurs obligations fiscales et sociales<sup>7</sup>.

Il est donc conseillé aux firmes étrangères, établies dans un pays qui ne disposerait pas d'une telle base de données accessible gratuitement au pouvoir adjudicateur, de joindre à leur offre les attestations prouvant qu'elles sont en ordre de paiement de leurs obligations fiscales et sociales.

En vertu des articles 66 § 2, alinéa 3 et 73 § 3, alinéa 2 de la Loi du 17 juin 2016 et de l'article 72 § 2 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017, le pouvoir adjudicateur exigera, avant l'attribution du marché, la preuve que le (ou les) adjudicataire(s) pressenti(s) ne se trouve(nt) dans aucun des cas d'exclusion visés aux articles 67, 68 et 69 alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> de la Loi du 17 juin 2016.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même les éléments disponibles gratuitement via une base de données électronique et réclamera dès lors à (aux) adjudicataire(s) pressenti(s) les documents suivants :

<sup>6</sup> Pour les soumissionnaires belges, cette vérification s'effectuera via l'interface web **Télémarc** accessible dans le guichet électronique Digiflow.

<sup>7</sup> Au niveau des obligations sociales :

- pour le soumissionnaire employant du personnel assujéti à la Loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, il s'agira d'une attestation délivrée par l'ONSS et portant sur le dernier trimestre civil échu avant la date limite de réception des offres ;
- pour le soumissionnaire employant du personnel relevant d'un autre Etat membre de l'UE (et non visé par la disposition précédente), il s'agira d'une attestation récente délivrée par l'autorité compétente étrangère et certifiant qu'il est en ordre de paiement de ses cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi ;
- pour le soumissionnaire employant du personnel visé par les deux précédentes dispositions, elles sont toutes deux applicables ;
- pour le soumissionnaire assujéti à la sécurité sociale des travailleurs indépendants, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de lui réclamer une attestation certifiant qu'il est en ordre de paiement de ses cotisations.

Au niveau fiscal :

- il s'agira d'une attestation délivrée par l'autorité compétente belge (SPF Finances) ou étrangère et certifiant que le soumissionnaire est en ordre de paiement de ses obligations fiscales selon les dispositions légales du pays où il est établi.



- l'extrait récent<sup>8</sup> du casier judiciaire du soumissionnaire (c'est-à-dire de la personne morale s'il s'agit d'une société pour autant que ce document existe dans le pays où elle est établie<sup>9</sup> ou un document équivalent<sup>10</sup>) ;
- uniquement pour les firmes étrangères si cela n'est pas vérifiable via une application électronique, un document attestant que le soumissionnaire n'est pas en état de faillite ou autres situations analogues<sup>11</sup>.

### II.10.3 Particularités pour les groupements (art. 40, 64 AR 18/04/2017)

Les participants à un groupement d'opérateurs économiques doivent désigner celui d'entre eux qui représentera le groupement à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Les motifs d'exclusion sont également applicables individuellement à tous les participants d'un groupement d'opérateurs économiques (sous réserve d'éventuelles mesures correctrices). Ces participants seront dès lors soumis aux mêmes vérifications et devront fournir les mêmes documents qu'un opérateur économique isolé.

## II.11 Visite des lieux - séance d'information

Pour le présent marché, aucune visite ni séance d'information n'est prévue.

## II.12 Forme et contenu des offres (art. 77 à 82 AR 18/04/2017)

### II.12.1 Formulaires (art. 77 AR 18/04/2017)

Le soumissionnaire établit son offre et remplit l'inventaire des prix sur le **formulaire joint** au présent cahier spécial des charges (Annexe B). A défaut d'utiliser ces formulaires, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et les formulaires prévus.

<sup>8</sup> Document daté de moins de 6 mois par rapport à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

<sup>9</sup> Pour les sociétés belges, ce document peut être obtenu auprès du **Service Public Fédéral Justice**, Boulevard de Waterloo n°115 à 1000 Bruxelles (tél : 02/552.27.47 – mail : [CasierJudiciaire@just.fgov.be](mailto:CasierJudiciaire@just.fgov.be)).

<sup>10</sup> Pour les firmes étrangères, il peut s'agir du casier judiciaire de la personne responsable de la firme si elle est établie dans un pays où il n'existe pas de casier judiciaire pour les personnes morales.

<sup>11</sup> Pour les soumissionnaires belges, cette vérification s'effectuera via l'interface web **Télémarc** accessible dans le guichet électronique Digiflow.

## II.12.2 Contenu de l'offre (art. 78 AR 18/04/2017)

L'offre indique :

- le nom, prénom, qualité ou profession, nationalité et domicile du **soumissionnaire** ou, pour une personne morale, la raison sociale ou dénomination, sa forme juridique, sa nationalité, son siège social, son adresse e-mail et son numéro d'entreprise<sup>12</sup> ;
- le **montant total** de l'offre HTVA et le(s) taux de TVA applicable(s) ;
- le numéro et le libellé du **compte du soumissionnaire** auprès d'un établissement financier sur lequel le paiement du marché doit être effectué ;
- la **part du marché** que le soumissionnaire a éventuellement l'intention de sous-traiter à des tiers ainsi que les **sous-traitants proposés**<sup>13</sup> (coordonnées complètes – cf. annexe A – formulaire d'offre ;
- Les firmes établies dans un pays qui ne disposent pas d'une base de données accessible gratuitement au pouvoir adjudicateur doivent joindre une attestation prouvant qu'elles sont en ordre de paiement de leurs obligations fiscales et sociales.
- Annexe B – Inventaire ;
- Annexe C - Déclaration interlocuteur unique.
- La note méthodologique (cf. II.15 Critères d'attributions : La méthodologie pour 75 points) ;
  - Les échantillons de missions réalisées dans les 5 dernières années. (Transférer par WeTransfer au besoin à [carole.bellefleur@provincedeliege.be](mailto:carole.bellefleur@provincedeliege.be) ) – cf. IV.3 Présentation de l'offre, point 6 : Échantillons de réalisations

Le soumissionnaire signe l'offre ainsi que l'inventaire et les autres annexes jointes à l'offre<sup>14</sup>.

**Les documents réclamés dans le présent cahier spécial des charges sont joints à l'offre (cf. synthèse des documents dans le formulaire d'offre - annexe A).**

S'il y a lieu, le soumissionnaire annexe à son offre tous les documents et renseignements qu'il juge utiles à en préciser la teneur.

## II.12.3 Inventaire (art. 79 AR 18/04/2017)

Le soumissionnaire complète l'inventaire joint au présent cahier spécial des charges (cf. **annexe B**). Il y porte les indications requises et effectue les opérations arithmétiques nécessaires.

Dans le cadre de ce marché mixte, les quantités présumées sont données à titre indicatif, le pouvoir adjudicateur se réservant le droit en cours de marché de les adapter à la hausse ou à la baisse en fonction de ses besoins réels.

## II.12.4 Erreurs et omissions (art. 81 et 82 AR 18/04/2017)

Si le soumissionnaire découvre dans les documents du marché des erreurs ou des omissions telles qu'elles rendent impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, il les signale immédiatement par écrit au pouvoir

<sup>12</sup> Lorsque l'offre est remise par un groupement d'opérateurs économiques, cette disposition est d'application pour chacun des participants au groupement.

<sup>13</sup> Il s'agit ici de sous-traitance et pas de faire appel à la capacité d'un ou plusieurs tiers pour répondre aux critères de sélection (cas visé au point II.10.4).

<sup>14</sup> Lorsque l'offre est remise par un groupement d'opérateurs économiques, cette disposition est d'application pour chacun des participants au groupement (signature de chaque participant).

adjudicateur et au plus tard 10 jours avant la date ultime de réception des offres, sauf impossibilité résultant du délai de réception des offres ou de la réduction de celui-ci.

Le pouvoir adjudicateur apprécie si l'importance des erreurs ou omissions relevées justifie de prolonger le délai d'introduction des offres et, le cas échéant, de procéder à un avis rectificatif.

## **II.13 Dépôt des offres** (art. 54 et 128/129 AR 18/04/2017 → art. 90 § 1 - 2 et 91 § 1 AR 15/07/2011)

S'agissant d'une procédure non électronique, les articles utiles de l'Arrêté Royal du 15 juillet 2011 restent d'application.

Le soumissionnaire ne peut remettre **qu'une offre** par marché<sup>15-16</sup>.

L'offre établie sur support papier est glissée sous **pli définitivement scellé** mentionnant la date limite de dépôt des offres **24 novembre 2020**, la référence du cahier spécial des charges (INTERREG\_MDGR/JA\_CB/20-01) et l'objet du marché : **CRÉATION DE CONTENUS DIGITAUX « Groupes » POUR LA DESTINATION GRANDE RÉGION**

Elle est envoyée par service postal ou remise par porteur.

En cas d'envoi par la poste, ce pli scellé est glissé dans une seconde enveloppe fermée portant clairement la mention « offre », la référence au cahier spécial des charges (INTERREG\_MDGR/JA\_CB/20-01) et l'objet du marché : **CRÉATION DE CONTENUS DIGITAUX « Groupes » POUR LA DESTINATION GRANDE RÉGION**.

L'offre doit être adressée à :

**Fédération du Tourisme de la Province de Liège**  
INTERREG VA Grande Région – Projet Marketing Digital  
Place de la République française, 1  
4000 Liège  
BELGIQUE

Personne(s) de contact :

A l'attention de **Monsieur Jérôme Aussems, Directeur**.

L'offre envoyée par **courriel** à l'adresse [carole.bellefleur@provincedeliege.be](mailto:carole.bellefleur@provincedeliege.be) porte en objet la mention « offre », la référence du cahier spécial des charges (INTERREG\_MDGR/JA\_CB/20-01) et le nom de votre entreprise.

Offre\_ INTERREG\_MDGR/JA\_CB/20-01\_NomEntreprise.

<sup>15</sup> Sans préjudice des variantes lorsqu'elles sont exigées ou autorisées et des négociations lorsque la procédure le permet.

<sup>16</sup> Pour l'application de cette disposition, chaque participant à un groupement d'opérateurs économiques sans personnalité juridique est considéré comme un soumissionnaire. Ainsi, une entreprise ne peut pas introduire simultanément, pour le même marché, une offre en son nom personnel et une autre au nom d'un groupement sans personnalité juridique auquel elle participe, ni une offre en tant que membre d'un groupement et une deuxième en tant que membre d'un autre groupement. Par contre, dans le cadre d'un marché à lots, un soumissionnaire peut remettre une offre en son nom personnel pour un lot et une seconde, en tant que membre d'un groupement sans personnalité juridique, pour un autre lot.

Les bureaux sont ouverts du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (sauf jours fériés).

L'offre doit parvenir à l'administration **avant le 24 novembre 2020 à 12h00 (midi)**, que ce soit par envoi postal ou par dépôt à l'adresse susmentionnée.

Toute offre doit parvenir à l'administration avant la date et l'heure fixées. Quelle qu'en soit la cause, les offres parvenues tardivement sont refusées.

**En déposant son offre, le soumissionnaire est censé connaître parfaitement la disposition des lieux, leur état, les possibilités d'accès et d'approvisionnement, la nature exacte des prestations à réaliser et les difficultés éventuelles que cette réalisation peut rencontrer.**

En outre, **le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales de vente. Seules les conditions du marché prescrites dans les documents du marché sont applicables.**

---

## **II.14 Ouverture des offres** (art. 128/129 AR 18/04/2017 → art. 92 al 1 à 3, 93 et 94 AR 15/07/2011)

S'agissant d'une procédure non électronique, les articles utiles de l'Arrêté Royal du 15 juillet 2011 restent d'application.

S'agissant d'une procédure négociée, il n'y aura pas de séance publique d'ouverture des offres.

Rencontre de démarrage. Une première rencontre de travail avec le soumissionnaire à qui le marché sera attribué devrait avoir lieu le en **décembre 2020** dans les bureaux de la FTPL.

---

## **II.15 Choix de l'offre** (art. 81 Loi 17/06/2016)

L'administration choisira, **l'offre régulière économiquement la plus avantageuse**, laquelle sera déterminée sur base du ou des critère(s) d'attribution (cf. infra point II.15).

L'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée sur base de l'ordre de classement des offres, majorées des avantages économiques offerts par les options exigées retenues par le pouvoir adjudicateur.

Si une offre ne contient pas les informations suffisantes pour être évaluée, elle pourra être rejetée sans autre formalité.

---

## **II.16 Critères d'attribution** (art. 81 Loi 17/06/2016)

**L'offre économiquement la plus avantageuse, sera déterminée sur base du meilleur rapport qualité/prix, lequel sera évalué en se fondant sur les 2 critères suivants :**

1. Méthodologie (M) = 75 pts
2. Prix (P) = 25 pts

### **1. La méthodologie (M) pour 75 points**

La méthodologie sera appréciée sur base d'une **note fournie par chacun des soumissionnaires**. (cf. supra point IV.3 Présentation de l'offre).

Cette **note de maximum 20 pages recto-verso** (police et taille d'usage courant) décrira de manière concise comment le soumissionnaire propose de produire les contenus digitaux de la FTPL et de ses partenaires en fonction des attentes exprimées dans le descriptif technique des services (point IV.1) et **comprendra les sections suivantes :**

- 1. Présentation du soumissionnaire**
- 2. Compréhension du mandat**
- 3. Connaissances, compétences et équipements**
- 4. Plan et organisation du travail**
- 5. Budget détaillé**
- 6. Échantillons de réalisations**

Les points seront attribués aux critères sur base de la grille d'appréciation suivante :

- Excellent : 75 points
- Bon : 56-74 points
- Satisfaisant : 37-55 points
- Insuffisant : 19-36 points
- Mauvais ou impossible à apprécier : 0-18 points

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'écarter toute offre qui obtiendrait une note totale inférieure à 37/75 points (satisfaisant) pour ce critère.

## 2. Le prix pour 25 points

L'évaluation du critère prix se fera sur le total **HTVA des Postes 1 à 3 de l'inventaire, majoré du total des options A à E.**

L'offre proposant le prix le plus bas obtiendra le maximum de points et pour les autres la formule suivante sera appliquée :

$$P = P_n \times (Y/Z)$$

Explications :

Y = montant le plus bas proposé par les soumissionnaires

Z = montant proposé par le soumissionnaire faisant l'objet de l'évaluation

P<sub>n</sub> = score maximum obtenu par l'offre la moins chère = 25 points

P = score obtenu par le prix de l'offre considérée

Les points sont arrondis à la 2<sup>e</sup> décimale.

Un comité d'évaluation composé des directeurs marketing de la FTPL et de l'ATLB, les chargées de projet Interreg – Marketing Digital de la FTPL et de l'ATLB évalueront la note sur base des documents fournis par les soumissionnaires, au regard des critères susmentionnés.

L'évaluation aura lieu de manière globale par le cumul rapporté sur 100 points, des résultats obtenus aux critères énumérés ci-dessus et selon la formule suivante :

$$\text{Note globale} = M + P$$

(M)éthodologie = 75 points

(P)rix = 25 points

Total = 100 points

---

## **II.17 Négociations** (art. 42 § 2 Loi 17/06/2016)

Le cas échéant et s'agissant d'une procédure permettant la négociation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'offrir la possibilité aux soumissionnaires de régulariser leurs offres avant d'entamer les négociations<sup>17</sup>.

S'agissant d'une procédure négociée sans publication préalable, le pouvoir adjudicateur pourra négocier avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures.

---

<sup>17</sup> Article 76 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017.

### III. Dispositions relatives à l'exécution du marché

Cette troisième partie fixe les règles relatives à l'exécution du marché.

Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé, l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, tel que modifié par l'Arrêté Royal du 22 juin 2017, et ses modifications ultérieures, sont d'application.

#### III.1 Direction et contrôle : fonctionnaire dirigeant (art. 11 AR 14/01/2013)

Monsieur Jérôme Aussems, Directeur, assure la direction technique et le contrôle de l'exécution du marché, étant entendu que l'adjudicataire conserve l'entière responsabilité de ses prestations.

Fédération du Tourisme de la Province de Liège  
Place de la République française, 1 à 4000 Liège - Belgique  
0032 (0)4 279 69 71  
[carole.bellefleur@provincedeliege.be](mailto:carole.bellefleur@provincedeliege.be)

#### III.2 Sous-traitance (art. 12 à 15 AR 14/01/2013)

Le fait que l'adjudicataire confie tout ou partie de ses engagements à des sous-traitants ne dégage pas sa responsabilité envers le pouvoir adjudicateur. Ce dernier n'a aucun lien contractuel avec ces tiers.

L'adjudicataire ne peut recourir qu'aux seuls **sous-traitants proposés dans son offre**, sauf accord du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier s'il existe, dans le chef du (ou des) sous-traitant(s), des motifs d'exclusion au sens des articles 67 à 69 de la Loi du 17 juin 2016. En cas de vérification positive, l'adjudicataire devra remplacer le (ou les) sous-traitants(s) en situation d'exclusion, sous réserve d'éventuelles mesures correctrices et de la possibilité de régularisation.

Il est interdit à un sous-traitant de sous-traiter à un autre la totalité du marché qui lui a été confié ou de conserver uniquement la coordination du marché<sup>18</sup>.

Il est interdit à l'adjudicataire de confier tout ou partie du marché à un fournisseur ou prestataire qui se trouve :

- dans un des cas visés à l'article 62 alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup> de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 (mise sous conseil judiciaire pour cause de prodigalité, interdiction ou mise sous administration provisoire ou tutelle pour faiblesse d'esprit et mise en observation ou internement selon la législation de défense sociale) ;
- dans un des cas visés à l'article 67 de la Loi du 17 juin 2016 (motifs d'exclusion obligatoire), sous réserve d'éventuelles mesures correctrices.

<sup>18</sup> L'interdiction ne vise que le sous-traitant (et non l'adjudicataire).



---

### **III.3 Marchés distincts** (art. 17 AR 14/01/2013)

L'exécution d'un marché est indépendante de tout autre marché conclu avec le même adjudicataire.

Les difficultés relatives à un marché n'autorisent en aucun cas l'adjudicataire à modifier ou à retarder l'exécution d'un autre marché.

---

### **III.4 Confidentialité** (art. 18 AR 14/01/2013)

D'une façon générale, l'adjudicataire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les documents, informations, décisions, études, faits et éléments de toute nature dont il pourrait avoir connaissance au cours de l'exécution du présent marché ou dans le cadre de sa soumission.

L'adjudicataire qui a connaissance ou reçoit des informations ou éléments de toute nature signalés comme présentant un caractère confidentiel prend toutes les mesures nécessaires pour éviter leur divulgation à des tiers.

Tous les rapports et les documents produits en cours d'exécution du présent marché sont la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur. L'adjudicataire ne peut les distribuer, les diffuser ou les communiquer sous quelque forme que ce soit sans le consentement écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

---

### **III.5 Traitement des données à caractère personnel par l'adjudicataire**

L'adjudicataire, "sous-traitant" au sens des articles 4 8, 28 et 29 du Règlement général sur la protection des données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD), agit pour le compte exclusif du pouvoir adjudicateur, responsable du traitement, conformément à la réglementation en vigueur en matière de protection de la vie privée.

L'adjudicataire ainsi que les personnes agissant sous son autorité s'engagent à ne traiter les données à caractère personnel que sur la seule instruction du pouvoir adjudicateur, à moins d'y être obligé par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre, et uniquement dans la mesure nécessaire à l'exécution des tâches objet du présent marché.

Si cela s'avère nécessaire, un contrat ou un autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, sera conclu entre l'adjudicataire et le pouvoir adjudicateur, afin d'encadrer le traitement de donnée à caractère personnel réalisé dans le cadre du présent marché. Ce contrat précisera notamment l'objet et la durée du traitement, sa nature, sa finalité, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, les obligations et les droits du responsable de traitement.

L'adjudicataire met d'initiative en œuvre toutes les mesures visant au respect de la vie privée, et notamment les mesures physiques, techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données auxquelles il accède

et/ou qu'il héberge dans le cadre du présent marché contre la destruction fortuite ou illicite, une perte fortuite, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé, et contre toute autre forme de traitement illicite.

Ces mesures doivent correspondre et continuer à correspondre tout au long de l'exécution du présent marché à l'état de l'art et de la technique en la matière. Elles doivent être adaptées par l'adjudicataire afin d'assurer continuellement un niveau de protection adéquat au sens des articles 28 3. et 32 du RGPD. Les mesures spécifiées par le pouvoir adjudicateur dans son cahier des charges et les éventuelles mesures complémentaires spécifiées par l'adjudicataire dans son offre sont contraignantes. L'offre ne pourra en aucun cas déroger à la protection de ces données.

L'adjudicataire veillera à traiter les données considérées comme particulières au sens des articles 9 et 10 du RGPD (données à caractère personnel qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que le traitement des données génétiques, des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique ; données à caractère personnel relatives aux condamnations pénales et aux infractions) conformément aux exigences figurant au sein desdits articles et dans le respect des éventuelles conditions supplémentaires, imposées par la législation belge en vigueur en matière de protection de la vie privée.

Le pouvoir adjudicateur a le droit de contrôler, à tout moment, le respect du présent contrat par l'adjudicataire. A cet effet, le pouvoir adjudicateur est habilité notamment à se rendre sur place et sans préavis, dans les locaux ou aux endroits où l'adjudicataire traite les données. L'adjudicataire donne accès, à première demande de la part du pouvoir adjudicateur, à tout lieu et à toutes informations utiles à ces constatations.

L'attention du prestataire de service est attirée sur le fait que la Province de Liège conserve la propriété de ses données et doit pouvoir les récupérer, dans un format aisément importable, au terme du contrat.

Sauf s'il en est exempté conformément à l'article 30 5. du RGPD, l'adjudicataire et, le cas échéant, son représentant tiennent un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur.

L'adjudicataire ne recrute pas un autre sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, du pouvoir adjudicateur. Dans le cas d'une autorisation écrite générale, le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants, donnant ainsi au responsable du traitement la possibilité d'émettre des objections à l'encontre de ces changements.

En pareille circonstance, les mêmes obligations en matière de protection de données que celles fixées dans le contrat ou un autre acte juridique entre le responsable du traitement et le sous-traitant, conformément au paragraphe 3 précité, sont imposées à cet autre sous-traitant par contrat ou au moyen d'un autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, en particulier pour ce qui est de présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à

ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Lorsque cet autre sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable du traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

---

### III.6 Assurances (art. 24 AR 14/01/2013)

L'adjudicataire contracte les assurances couvrant sa **responsabilité en matière d'accidents de travail** et sa **responsabilité civile vis-à-vis des tiers** lors de l'exécution du marché.

L'adjudicataire doit fournir au pouvoir adjudicateur les **attestations** établissant l'étendue des responsabilités garanties dans un **délai de 30 jours** à compter de la conclusion du marché, ainsi qu'à tout moment durant l'exécution du marché, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur.

---

### III.7 Cautionnement (art. 25 à 33 et 158 AR 14/01/2013)

Aucune clause de cautionnement pour ce marché public.  
Voir I.1 Liste des dérogations aux règles générales d'exécution et leur motivation.

---

### III.8 Conformité de l'exécution (art. 34 AR 14/01/2013)

Les fournitures et services doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécification technique, ils répondent en tous points aux règles de l'art.

---

### III.9 Modifications du marché (art. 37 à 38/19 AR 14/01/2013)

Le marché pourra faire l'objet de modifications sans nouvelle procédure de passation dans les cas prévus par les articles 38 à 38/12 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013.

Le présent marché pourra être modifié, notamment sur base des clauses de réexamen prévues ci-dessous.

#### III.9.1 Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3 AR 14/01/2013)

Un nouvel adjudicataire peut remplacer l'adjudicataire initial dans d'autres cas que ceux résultants d'opérations de restructuration de sociétés prévus à l'article 38/3, 2° de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013, pour autant qu'il remplisse les conditions cumulatives suivantes :

- il n'est pas dans une des situations d'exclusion visées aux articles 67 à 69 de la Loi du 17 juin 2016, sous réserve d'éventuelles mesures correctrices ;

L'adjudicataire qui souhaite faire application de cette clause de réexamen introduit sa demande par écrit en précisant les raisons de ce remplacement et les coordonnées complètes du nouvel adjudicataire (forme juridique, dénomination sociale, nationalité, adresse du siège social, numéro de téléphone et adresse mail, numéro d'entreprise et numéro de compte bancaire).

L'adjudicataire joint à sa demande les documents relatifs aux motifs d'exclusion et aux critères de sélection auxquels le pouvoir adjudicateur n'a pas accès gratuitement (cf. supra point II.9).

L'acte de cession, établi entre l'adjudicataire initial et le nouvel adjudicataire, sera envoyé au pouvoir adjudicateur qui en prendra acte dans un avenant.

Cet acte de cession devra prévoir que l'adjudicataire initial reste responsable vis à vis du pouvoir adjudicateur de l'exécution du marché.

### **III.9.2 Révision des prix** (art. 38/7 AR 14/01/2013)

Le présent marché ne donne pas lieu à révision des prix<sup>19</sup>.

### **III.9.3 Impositions ayant une incidence sur le montant du marché** (art. 38/8 + 38/16 AR 14 janvier 2013)

L'adjudicataire peut se prévaloir d'une modification des impositions en Belgique, ayant une incidence sur le montant du marché, pour obtenir une révision des prix, si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- la modification est entrée en vigueur après le dixième jour précédant la date ultime fixée pour la réception des offres ;
- soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'un indice, ces impositions ne sont pas incorporées dans la formule de révision prévue dans les documents du marché en application de l'article 38/7 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 (si une telle clause de révision des prix est prévue).

En cas de hausse des impositions, l'adjudicataire doit établir qu'il a effectivement supporté les charges supplémentaires qu'il réclame et que celles-ci concernent des prestations inhérentes à l'exécution du marché.

En cas de baisse, il n'y a pas de révision si l'adjudicataire prouve qu'il a payé les impositions à l'ancien taux.

L'adjudicataire qui demande l'application de cette clause doit, sous peine de déchéance, transmettre par écrit au pouvoir adjudicateur la justification chiffrée de sa demande dans les délais suivants :

- 1°) avant l'expiration des délais contractuels pour obtenir une prolongation des délais d'exécution ou la résiliation du marché ;
- 2°) au plus tard 90 jours à compter de la date de la notification à l'adjudicataire du procès-verbal de la réception provisoire du marché, pour obtenir une révision du marché autre que celle visée au 1° ou des dommages et intérêts ;
- 3°) au plus tard 90 jours après l'expiration de la période de garantie, pour obtenir une révision du marché autre que celle visée au 1° ou des dommages et intérêts, lorsque ladite demande d'application de la clause de réexamen trouve son origine dans des faits ou circonstances survenus pendant la période de garantie.

---

<sup>19</sup> Une révision des prix n'est pas obligatoire pour les marchés de fournitures et de services autres que ceux visés à l'annexe I de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013.

Pour les marchés de services visés dans cette annexe I, une révision des prix n'est pas obligatoire pour les marchés d'un montant estimé inférieur à 120.000 euros et lorsque le délai d'exécution initial est inférieur à 120 jours ouvrables ou 180 jours de calendrier.

### **III.9.4 Circonstances imprévisibles dans le chef de l'adjudicataire** (art. 38/9 et 38/10 AR 14/01/2013)

#### **III.9.4.1 Équilibre contractuel bouleversé au détriment de l'adjudicataire** (art. 38/9 + 38/14 à 38/16 AR 14/01/2013)

Le marché peut être révisé lorsque l'équilibre contractuel a été bouleversé au détriment de l'adjudicataire par des circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.

L'adjudicataire ne peut invoquer l'application de cette clause de réexamen que s'il démontre que la révision est devenue nécessaire à la suite des circonstances qu'il ne pouvait raisonnablement pas prévoir lors du dépôt de son l'offre, qu'il ne pouvait éviter et aux conséquences desquelles il ne pouvait obvier, bien qu'il ait fait toutes les diligences nécessaires.

L'adjudicataire ne peut invoquer la défaillance d'un sous-traitant que pour autant que ce dernier puisse se prévaloir des circonstances que l'adjudicataire aurait pu lui-même invoquer s'il avait été placé dans une situation analogue.

La révision peut consister soit en une prolongation des délais d'exécution, soit, lorsqu'il s'agit d'un préjudice très important, en une autre forme de révision ou en la résiliation du marché<sup>20</sup>.

Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicataire qui veut invoquer cette clause de réexamen doit dénoncer les faits ou les circonstances sur lesquels il se base, par écrit, dans les 30 jours de leur survenance ou de la date à laquelle il aurait normalement dû en avoir connaissance.

En outre, l'adjudicataire qui veut invoquer cette clause de réexamen doit, à peine de déchéance, notifier au pouvoir adjudicateur, dans le même délai, l'influence de ces faits ou circonstances sur le déroulement et le coût du marché. Ces obligations s'imposent, que les faits ou circonstances soient ou non connus du pouvoir adjudicateur.

L'adjudicataire qui demande l'application de cette clause doit encore, sous peine de déchéance, transmettre par écrit au pouvoir adjudicateur la justification chiffrée de sa demande dans les délais suivants :

- 1°) avant l'expiration des délais contractuels pour obtenir une prolongation des délais d'exécution ou la résiliation du marché ;
- 2°) au plus tard 90 jours à compter de la date de la notification à l'adjudicataire du procès-verbal de la réception provisoire du marché, pour obtenir une révision du marché autre que celle visée au 1° ou des dommages et intérêts ;
- 3°) au plus tard 90 jours après l'expiration de la période de garantie, pour obtenir une révision du marché autre que celle visée au 1° ou des dommages et intérêts, lorsque ladite demande d'application de la clause de réexamen trouve son origine dans des faits ou circonstances survenus pendant la période de garantie.

<sup>20</sup> Cf. article 38/9 § 3 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 pour l'étendue du préjudice.

### **III.9.4.2 Équilibre contractuel bouleversé en faveur de l'adjudicataire** (art. 38/10 + 38/14, 38/15 et 38/17 AR 14/01/2013)

Le marché peut être révisé lorsque l'équilibre contractuel a été bouleversé en faveur de l'adjudicataire en raison de circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.

La révision peut consister soit en une réduction des délais d'exécution, soit, lorsqu'il s'agit d'un avantage très important, en une autre forme de révision ou en la résiliation du marché<sup>21</sup>.

Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicataire doit dénoncer les faits ou les circonstances sur lesquels il se base, par écrit, dans les 30 jours de leur survenance ou de la date à laquelle il aurait normalement dû en avoir connaissance.

En outre, l'adjudicataire qui veut invoquer cette clause de réexamen doit, à peine de déchéance, notifier au pouvoir adjudicateur, dans le même délai, l'influence de ces faits ou circonstances sur le déroulement et le coût du marché. Ces obligations s'imposent, que les faits ou circonstances soient ou non connus du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur qui demande l'application de cette clause doit le faire au plus tard 90 jours à compter de la date de la notification à l'adjudicataire du procès-verbal de la réception provisoire du marché.

### **III.9.5 Faits du pouvoir adjudicateur et de l'adjudicataire** (art. 38/11 + 38/14 à 38/16 AR 14/01/2013)

Les conditions du marché peuvent être révisées lorsque l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur a subi un retard ou un préjudice suite aux carences, lenteurs ou faits quelconques qui peuvent être imputés à l'autre partie.

La révision peut consister en une ou plusieurs des mesures suivantes : la révision des dispositions contractuelles (en ce compris la prolongation ou la réduction des délais d'exécution), des dommages et intérêts, la résiliation du marché.

Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicataire doit dénoncer les faits ou les circonstances sur lesquels il se base, par écrit, dans les 30 jours de leur survenance ou de la date à laquelle il aurait normalement dû en avoir connaissance.

En outre, l'adjudicataire qui veut invoquer cette clause de réexamen doit, à peine de déchéance, notifier au pouvoir adjudicateur, dans le même délai, l'influence de ces faits ou circonstances sur le déroulement et le coût du marché. Ces obligations s'imposent, que les faits ou circonstances soient ou non connus du pouvoir adjudicateur.

L'adjudicataire qui demande l'application de cette clause doit encore, sous peine de déchéance, transmettre par écrit au pouvoir adjudicateur la justification chiffrée de sa demande dans les délais suivants :

- 1°) avant l'expiration des délais contractuels pour obtenir une prolongation des délais d'exécution ou la résiliation du marché ;
- 2°) au plus tard 90 jours à compter de la date de la notification à l'adjudicataire du procès-verbal de la réception provisoire du marché, pour obtenir une révision du marché autre que celle visée au 1° ou des dommages et intérêts ;

<sup>21</sup> Cf. article 38/10 § 3 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 pour l'étendue de l'avantage.

- 3°) au plus tard 90 jours après l'expiration de la période de garantie, pour obtenir une révision du marché autre que celle visée au 1° ou des dommages et intérêts, lorsque ladite demande d'application de la clause de réexamen trouve son origine dans des faits ou circonstances survenus pendant la période de garantie.

### **III.9.6 Indemnités suite aux suspensions ordonnées par le pouvoir adjudicateur et incidents durant la procédure** (art. 38/12 + 38/14 et 38/16)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché pendant une période donnée, notamment parce qu'il estime que le marché ne peut pas être exécuté sans inconvénient à ce moment-là.

Le cas échéant, le délai d'exécution est prolongé à concurrence du retard occasionné par cette suspension, pour autant que le délai contractuel ne soit pas expiré (si le délai est expiré, une remise d'amendes pour retard d'exécution peut être consentie conformément à l'article 50 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013).

Lorsque les prestations sont suspendues sur base de cette clause de réexamen, l'adjudicataire est tenu de prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour préserver les prestations déjà exécutées et préserver les matériaux des dégradations pouvant provenir des conditions météorologiques, de vol ou d'autres actes de malveillance.

L'adjudicataire a droit à des dommages et intérêts pour les suspensions ordonnées par le pouvoir adjudicateur dans les conditions cumulatives suivantes :

- la suspension dépasse au total 1/20<sup>e</sup> du délai d'exécution et au moins 10 jours ouvrables ou 15 jours de calendrier, selon que le délai d'exécution est exprimé en jours ouvrables ou en jours de calendrier ;
- la suspension n'est pas due à des conditions météorologiques défavorables ou à d'autres circonstances auxquelles l'adjudicateur est resté étranger et qui, à la discrétion de l'adjudicateur, constituent un obstacle à continuer l'exécution du marché à ce moment ;
- la suspension a lieu endéans le délai d'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicataire doit dénoncer les faits ou les circonstances sur lesquels il se base, par écrit, dans les 30 jours de leur survenance ou de la date à laquelle il aurait normalement dû en avoir connaissance.

L'adjudicataire qui demande l'application de cette clause doit, sous peine de déchéance, transmettre par écrit au pouvoir adjudicateur la justification chiffrée de sa demande dans les délais suivants :

- 1°) avant l'expiration des délais contractuels pour obtenir une prolongation des délais d'exécution ou la résiliation du marché ;
- 2°) au plus tard 90 jours à compter de la date de la notification à l'adjudicataire du procès-verbal de la réception provisoire du marché, pour obtenir une révision du marché autre que celle visée au 1° ou des dommages et intérêts ;
- 3°) au plus tard 90 jours après l'expiration de la période de garantie, pour obtenir une révision du marché autre que celle visée au 1° ou des dommages et intérêts, lorsque ladite demande d'application de la clause de réexamen trouve son origine dans des faits ou circonstances survenus pendant la période de garantie.



Le pouvoir adjudicateur peut suspendre immédiatement le marché, sans dédommagement de l'adjudicataire, lorsque :

- il a été informé, conformément à l'article 49/1 du Code Pénal Social, que l'adjudicataire ou un sous-traitant dans la chaîne de sous-traitance, à quelque endroit que ce soit ou en quelque mesure que ce soit, a manqué de manière importante à son devoir de payer à temps le salaire auquel les travailleurs ont droit ;
- il constate ou prend connaissance du fait qu'un adjudicataire ou un sous-traitant dans la chaîne de sous-traitance, à quelque endroit que ce soit ou en quelque mesure que ce soit, emploie un ou plusieurs citoyens illégaux de pays tiers.

---

### **III.10 Contrôle et surveillance du marché** (art. 39 et 41 à 43 AR 14/01/2013)

Le pouvoir adjudicateur peut faire surveiller ou contrôler partout la préparation ou la réalisation des prestations par tous moyens appropriés.

L'adjudicataire est tenu de donner aux délégués du pouvoir adjudicateur tous les renseignements nécessaires et toutes les facilités pour remplir leur mission.

---

### **III.11 Défaut d'exécution – moyens d'action et sanctions** (art. 44 à 49 et 154 - 155 AR 14/01/2013)

L'adjudicataire est considéré en défaut d'exécution du marché dans les cas suivants :

- lorsque les prestations ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du marché ;
- à tout moment, lorsque les prestations ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;
- lorsqu'il ne suit pas les ordres écrits, valablement donnés par le pouvoir adjudicateur.

Tous les manquements aux clauses du marché, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'adjudicataire par envoi recommandé ou par envoi électronique assurant de manière équivalente la date exacte de l'envoi.

L'adjudicataire est tenu de réparer sans délai ses manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense auprès du pouvoir adjudicateur, par envoi recommandé ou envoi électronique assurant de manière équivalente la date exacte de l'envoi, dans les 15 jours suivant la date de l'envoi du procès-verbal. Après ce délai, son silence est considéré comme une reconnaissance des faits constatés.

Si le pouvoir adjudicateur a été informé, conformément à l'article 49/1 du Code Pénal Social, que l'adjudicataire ou un sous-traitant dans la chaîne de sous-traitance, à quelque endroit que ce soit ou en quelque mesure que ce soit, a manqué de manière importante à son devoir de payer à temps le salaire auquel les travailleurs ont droit, le délai de défense de 15 jours est réduit à 5 jours ouvrables.

Si le pouvoir adjudicateur constate ou prend connaissance du fait qu'un adjudicataire ou un sous-traitant dans la chaîne de sous-traitance, à quelque endroit que ce soit ou en quelque mesure que ce soit, emploie un ou plusieurs citoyens illégaux de pays tiers, le délai de défense de 15 jours est réduit à 2 jours ouvrables.

Les manquements constatés à charge de l'adjudicataire le rendent passible d'une ou de plusieurs des mesures prévues aux articles 45 à 49, 154 et 155 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 (pénalités, amendes pour retard, mesures d'office et autres sanctions).

Pour le présent marché, aucune pénalité spéciale n'est fixée et la **pénalité générale** prévue à l'article 45 § 2 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 est d'application.

Les amendes pour retard sont indépendantes des pénalités et sont dues, sans mise en demeure, par la seule expiration du délai d'exécution sans intervention d'un procès-verbal et appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard.

Les délais d'exécution partiels étant de rigueur, une **amende spéciale par jour de retard** non approuvée par le maître d'œuvre du projet **équivalente à 1 % de la valeur du marché** est fixée, conformément à l'article 154, alinéa 6 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013.

---

### III.12 Déroulement du marché (art. 146 à 153 AR 14/01/2013)

#### III.12.1 Commande unique (art. 146 AR 14/01/2013)

Le marché fera l'objet d'une **commande unique**.

#### III.12.2 Délai d'exécution (art. 147 AR 14/01/2013)

**Le délai d'exécution est fixé jusqu'à épuisement de l'enveloppe budgétaire, tous frais compris, allouée au présent marché.**

**L'ensemble des productions devra être livrée idéalement au 31 août 2021 et pas plus tard qu'au 31 décembre 2021.**

L'ensemble des productions vidéo et photos devra être réalisé de manière à capter les particularités saisonnières de l'hiver et de l'été. Deux périodes de productions seront idéalement prévues en 2021 pour réaliser les visuels (photos et vidéos). L'une au premier trimestre sous la neige (si) et l'autre lors du retour des feuilles et des températures estivales.

Il est suspendu pendant la période de fermeture de l'entreprise du prestataire pour vacances annuelles, sauf si le délai de livraison constitue un critère d'attribution du marché.

Le délai d'exécution prend cours le lendemain de la date à laquelle la conclusion du marché a eu lieu ou à la date de la commande, selon le cas.

Il comprend le temps nécessaire à la préparation des services, notamment à celle des réceptions techniques préalables éventuelles.

### III.12.3 Quantités (art. 148 et 151 § 5 AR 14/01/2013)

L'adjudicataire devra prester, dans les délais évoqués au point précédent :

#### Quantité fixe

1. Un **Atelier pré-production** avec le maître d'ouvrage et les partenaires du projet.
2. Une **Vidéo promo** multilingue « Expérience groupes en Grande Région »

Quantités présumées : Les postes suivants sont portés en compte sur la base des quantités effectivement commandées et mises en œuvre. :

3. **Boîtes de contenu** incluant dans chacune d'elle :
  - a. 1 vidéo expérientielle
  - b. 20 photos retravaillées
  - c. 1 texte de 300 mots
4. La/les **options** levées par l'adjudicateur parmi les suivantes :
  - a. Vidéos « spot promo »
  - b. Traduction - Français
  - c. Traduction - Allemand
  - d. Traduction - Néerlandais
  - e. Traduction - Anglais

Tel que décrit au point IV.1 du Descriptif technique des services

### III.12.4 Lieu(x) d'exécution (art. 149 AR 14/01/2013)

Les services seront prestés aux adresses suivantes :

- ☐ **Les locaux de la société soumissionnaire**
- ☐ **Les locaux désignés par le pouvoir adjudicateur à des fins de rencontres de travail conjointes, généralement sur Liège.**
- ☐ **Les sites de tournages sélectionnés en pré-production sur le territoire de la Grande Région.**

En cas de nécessité, le pouvoir adjudicateur peut faire réaliser les services en d'autres lieux et y opérer les réceptions, sans que le prestataire puisse prétendre à une indemnisation de ce chef.

### III.12.5 Vérification des services (art. 150 AR 14/01/2013)

Les services faisant l'objet du marché sont soumis à des vérifications destinées à constater qu'ils répondent aux conditions imposées dans les documents du marché.

### III.12.6 Responsabilité du prestataire de services (art. 152 et 153 AR 14/01/2013)

Le prestataire de services assume l'entière responsabilité des erreurs ou manquements dans les services réalisés.

Les services qui ne satisfont pas aux clauses et conditions du marché ou qui ne sont pas exécutés conformément aux règles de l'art sont recommencés par le prestataire. A défaut, ils le sont d'office, à ses frais, risques et périls, sur l'ordre du pouvoir adjudicateur, suivant l'un ou l'autre des moyens d'action prévus à l'article 155 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013. En outre, le prestataire est

passible des amendes et pénalités pour inexécution des clauses et conditions du marché (cf. supra point III.11).

---

### III.13 Réception du marché (art. 156 et 157 AR 14/01/2013)

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un **délai de vérification de 30 jours à compter de la date de la fin totale ou partielle des services** pour procéder aux formalités de réception et en notifier le résultat au prestataire de services. Ce délai prend cours pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la liste des services prestés ou de la facture.

Lorsque les services sont terminés avant ou après cette date, le prestataire de services en donne connaissance, par envoi recommandé ou envoi électronique assurant de manière équivalente la date exacte de l'envoi, au fonctionnaire dirigeant et demande de procéder à la réception. Dans ce cas, le délai de vérification de 30 jours prend cours à la date de réception de la demande du prestataire de services.

La réception susvisée est définitive.

---

### III.14 Paiement des services (art. 66 et 160 AR 14/01/2013)

Le prix du marché est payable sur présentation de **factures suivant les tranches de paiements indiquées ici-bas** déduction faite, le cas échéant, des amendes de retard et pénalités encourues par le prestataire de services suite aux manquements constatés conformément à l'article 44 § 2 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013.

#### **3 tranches de paiement :**

- ☐ Première tranche : 25% de l'offre suivant la rencontre de démarrage
- ☐ Deuxième tranche : 25% au rendu de la moitié des boîtes de contenu commandées
- ☐ Troisième et dernière tranche : 50% à l'approbation finale des services reçus par le maître d'ouvrage du projet, indiquant ainsi la fin du projet.

Les factures devront être libellées **en français** et envoyées **par courrier postal (sans frais supplémentaire)** à :

#### **Fédération du Fédération du Tourisme de la Province de Liège**

Interreg : Marketing Digital  
Madame Carole Bellefleur  
Place de la République française, 1  
4000 Liège  
Belgique

#### **Association touristique du Luxembourg belge**

Interreg : Marketing Digital  
Madame Fanny Baade  
Boucle de la Famenne, 19  
6900 Marche-en-Famenne  
Belgique

Les factures porteront **obligatoirement les informations suivantes** :

- ☐ Le nom du partenaire : FTPL ou ATLB
- ☐ Le nom du projet et le numéro de l'action : Projet Interreg VA Grande Région, Marketing Digital – Action 7
- ☐ Le nom n° du marché : INTERREG\_MDGR/JA\_CB/20-01
- ☐ La tranche de paiement (1 de 3 (25%), 2 de 3 (25%), 3 de 3 (50%) « fin du projet »)
- ☐ Les informations reprises dans chacune des lignes du tableau suivant.

Clé de répartition pour facturation			
	N° TVA / Siret	Facturation	Répartition
<b>ATLB à Laetitia Brasseur</b> Boucle de la Famenne, 19 6900 Marche-en-Famenne Belgique	BE 0407 747 220	Facturé HTVA Mentionner le n° de TVA 407 747 220	<b>Contenu : 36,38 %</b> <b>Traductions</b> <b>(SI options levées) :</b> <b>50%</b>
<b>FTPL à Joelle Keyzers,</b> Place de la République française, 1 4000 Liège Belgique	BE 0402 398 857	Facturé HTVA Mentionner le n° de TVA 0402 398 857	<b>Contenu : 63,62 %</b> <b>Traductions</b> <b>(SI options levées) :</b> <b>50%</b>

**Les factures peuvent aussi être transmises directement par mail :**

À : Carole Bellefleur, chargée de projet ([carole.bellefleur@provincedeliege.be](mailto:carole.bellefleur@provincedeliege.be))

Fanny Bade, chargée de projet ([f.baade@atlb.be](mailto:f.baade@atlb.be))

Cc : Joelle Keyser, service comptabilité FTPL ([joelle.keyzers@provincedeliege.be](mailto:joelle.keyzers@provincedeliege.be))

Laetitia Brasseur, Comptable ATLB ([l.brasseur@atlb.be](mailto:l.brasseur@atlb.be))

Les factures porteront obligatoirement la signature manuscrite de l'adjudicataire ou de la personne accréditée à cet effet.

Les factures valent déclaration de créance.

Le paiement du montant dû au prestataire de services est effectué **dans les 30 jours à compter de la date de la fin de la vérification** visée à l'article 156 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la facture régulièrement établie ainsi que des autres documents éventuellement exigés.

## IV. Clauses techniques

**A défaut de respecter les clauses techniques décrites ci-dessous, l'offre pourra être écartée pour irrégularité technique et leur non-respect en cours d'exécution du marché pourra engendrer l'application des sanctions prévues dans le présent cahier spécial des charges.**

Le soumissionnaire joint à son offre la **documentation technique utile** permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier la régularité technique de son offre.

Tout travail, fourniture et/ou service non expressément décrit dans le présent cahier spécial des charges, mais nécessaire à la bonne réalisation du marché, fait partie intégrante de celui-ci et son coût doit être intégré dans le prix (le cas échéant dans le prix du poste correspondant).

### IV.1 Descriptif technique des services

Voir pièce jointe : INTERREGMDGRJACB20-01\_Clauses techniques

### IV.2 Interlocuteur unique

Le soumissionnaire joint à son offre une déclaration relative à la possibilité d'offrir au pouvoir adjudicateur un **interlocuteur unique parlant le français avec aisance** en indiquant ses coordonnées complètes (cf. modèle **annexe C**).

### IV.3 Présentation de l'offre

Le maître d'ouvrage souhaite obtenir en réponse à ce marché :

Une offre portant sur **la création, en Grande Région, de contenus digitaux engageants (vidéos, photos et textes) multilingues (allemand et français), destinés à notre public cible afin d'alimenter à la section « GROUPES » du site Web [www.tourismus-grossregion.eu](http://www.tourismus-grossregion.eu) en mettant de l'avant les meilleurs atouts « groupes » des sites et attractions « phares » de la destination**, tel que visé dans le cadre du projet de coopération transfrontalière Interreg VA Grande Région – Projet Marketing Touristique Digital pour la Grande Région : Action 7.

L'offre sera appréciée sur base du prix et d'une note fournie par chacun des soumissionnaires.

Cette **note de maximum 20 pages recto-verso** (police et taille d'usage courant) **comprendra** :

1. **Présentation du soumissionnaire**
2. **Compréhension du mandat**
3. **Connaissances, compétences et équipements**
4. **Plan et organisation du travail**
5. **Budget détaillé**
6. **Échantillons de réalisations**

1. **Présentation du soumissionnaire**

- a. Présentation du soumissionnaire et des sous-traitants éventuels attitrés à ce marché
- b. Organigramme de l'équipe attitrée au mandat spécifiant :
  - i. Le rôle précis de chaque personne
  - ii. Le profil linguistique de chacun

2. **Compréhension du mandat**

- a. Interprétation du mandat
- b. Proposition de story-board pour les attractions suivantes :
  - i. Barrage et lac de la Gileppe – Province de Liège
  - ii. Domaine de la Morépire, « Au cœur de l'Ardoise » à Bertrix – Province de Luxembourg belge

En accord avec la stratégie de contenu détaillée dans le Descriptif technique des services

**3. Connaissances, compétences de l'équipe et équipements**

- a. Connaissance du secteur touristique et plus précisément de la Grande Région
- b. Compétences linguistiques
  - i. Rédaction multilingue (allemand et français)
  - ii. Production vidéo multilingue (allemand et français)
- c. Compétences en création de contenus numériques : Boîte de contenu (vidéo, photos et textes)
  - i. Expérience
  - ii. Qualité des équipements

**4. Plan et organisation du travail** (collaboration étroite avec le maître d'ouvrage et ses partenaires)

Méthode de travail

- i. Pré-production
  - ii. Production de contenu
  - iii. Traductions
- b. Calendrier de production

**5. Budget détaillé**

**6. Échantillons de réalisations**

- a. Des échantillons de missions touristiques ou comparables, réalisés au cours des cinq dernières années (Si besoin envoi par WeTransfer à [carole.bellefleur@provincedeliege.be](mailto:carole.bellefleur@provincedeliege.be)) :
  - i. Contenu
    - Photos
    - Vidéos
    - Textes – (courts textes touristiques français et allemand)



## **ANNEXE A : FORMULAIRE D'OFFRE**

OFFRE DE PRIX POUR LE MARCHÉ DE SERVICES AYANT POUR OBJET  
 « CRÉATION DE CONTENUS DIGITAUX « Groupes »  
 POUR LA DESTINATION GRANDE RÉGION »

Procédure négociée sans publication préalable

**Important :** ce formulaire d'offre doit être complété dans son intégralité et signé par le soumissionnaire. Tous les montants doivent être complétés en chiffres ET en toutes lettres.

<u>Personne physique</u>			
Le	soussigné	(nom	et
prénom):.....			
Qualité			ou
profession):.....			
....			
Nationalité):.....			
.....			
Domicile			(adresse
<u>complète</u> ):.....			
Téléphone):.....			
.....			
Fax):.....			
.....			
E-			
mail):.....			
.....			
Site			Internet :
.....			
...			

### **OU (1)**

<u>Société</u>			
La	firme	(dénomination,	raison
sociale):.....			
Nationalité):.....			
.....			
Siège		social	(adresse
<u>complète</u> ):.....			
Téléphone):.....			
.....			
Fax):.....			
.....			
E-			
mail):.....			
.....			
Site			Internet :
.....			
...			
représentée		par	le(s)
soussigné(s):.....			
.....			
.....			

### **OU (1)**

Association momentanée<sup>22</sup>

Les soussignés en association momentanée pour le présent marché (coordonnées complètes de chaque participant, cf. ci-dessus):

.....

.....

.....

.....

.....

**(1) Biffer les mentions inutiles**

**S'ENGAGE(NT) À EXÉCUTER LE MARCHÉ CONFORMÉMENT AUX CLAUSES ET CONDITIONS DU CAHIER SPÉCIAL DES CHARGES**

**POUR** un montant total (addition de tous les postes du lot) de ..... € HTVA (en chiffres), soit ..... euros HTVA (en lettres).  
Taux de TVA : ..... % (à ventiler si plusieurs taux applicables)

.....

.....

Informations générales

Numéro d'immatriculation à l'ONSS:.....

Numéro de TVA (belge ou intracommunautaire):.....

PME : OUI – NON (biffer la mention inutile)

*PME = entreprise qui occupe moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros (art. 163 Loi 2016)*

Paielements

Les paiements seront effectués valablement par virement ou versement sur le compte n° ..... de l'institution financière ..... ouvert au nom du soumissionnaire, à savoir .....

<sup>22</sup> Lorsque l'offre est remise par un groupement d'opérateurs économiques, chacun des participants au groupement doit indiquer ses coordonnées et signer l'offre. Ils devront en outre désigner celui d'entre eux qui les représentera.

**Sous-traitance éventuelle**

Part du marché que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter :

.....  
 .....  
 .....

Identité(s) complète(s) du (ou des) sous-traitant(s) (forme, dénomination sociale, adresse, numéro d'entreprise) :

.....  
 .....  
 .....  
 .....

**Documents à joindre à l'offre**

Les documents requis par le cahier spécial des charges sont annexés à l'offre :

- le présent formulaire d'offre (annexe A)
- l'inventaire (annexe B)
- pour la firme étrangère si elle est établie dans un pays qui ne dispose pas de bases de données électroniques accessibles gratuitement au pouvoir adjudicateur, les attestations récentes justifiant qu'elle en règle de paiement de ses obligations sociales et fiscales (cf. point II.10)
- la déclaration relative à l'interlocuteur unique (annexe D)
- Une note méthodologique telle que décrite au point II.15.1
  - Des échantillons de missions réalisées dans les 5 dernières années. (Envoi par WeTransfer au besoin à [carole.bellefleur@provincedeliege.be](mailto:carole.bellefleur@provincedeliege.be))

**Le soumissionnaire, par le simple fait d'introduire son offre, s'engage à exécuter le marché aux clauses et conditions prévues et renonce à ses conditions générales de vente.**

Fait à .....

Le .....

Le soumissionnaire,

.....

**Signature** (personne habilitée à engager le soumissionnaire\*) :

Nom et prénom: .....

Fonction: .....

*\* Le signataire joint le mandat ou la procuration lui accordant les pouvoirs de signature.*

*\* En cas de groupement, chaque membre signe l'offre et l'un d'eux sera désigné pour représenter le groupe.*

## ANNEXE B : INVENTAIRE

MARCHE AYANT POUR OBJET

« CRÉATION DE CONTENUS DIGITAUX « Groupes » POUR LA DESTINATION GRANDE RÉGION »

### **Inventaire par postes – Marché Mixte**

Les quantités ne peuvent être modifiées par le soumissionnaire !

Le total est calculé sur une quantité présumée de 35 unités pour les postes à bordereaux de prix

Postes	DESCRIPTION	Quantité <u>ou</u> Quantité présumée pour la Province de Liège	Prix unitaire HTVA <u>en chiffres</u> (arrondi à 2 décimales)	Total HTVA <u>en chiffres</u> (arrondi à 2 décimales)	Taux de TVA <u>en %</u>	Total TVAC <u>en chiffres</u> (arrondi à 2 décimales)
<b>Prix Global</b>						
<b>Poste 1</b>	<b>Atelier de pré-production</b>	<b>1</b>				
<b>Poste 2</b>	<b>Vidéo promo</b>	<b>1</b>				
<b>Bordereaux de prix (Quantité présumée)</b>						
<b>Poste 3</b>	<b>Boîtes de contenu</b>	<b>35</b>				
<b>OPTIONS</b>						
<b>Bordereaux de prix (Quantités présumées)</b>						
<b>Poste A</b>	<b>Vidéo spot promo – 20 sec</b>	<b>35</b>				
<b>Poste B</b>	<b>Traduction Français</b>	<b>35</b>				
<b>Poste C</b>	<b>Traduction Allemand</b>	<b>35</b>				
<b>Poste D</b>	<b>Traduction Néerlandais</b>	<b>35</b>				
<b>Poste E</b>	<b>Traduction Anglais</b>	<b>35</b>				
<b>TOTAL de l'offre</b>						

**Les prix unitaires et les totaux doivent être arrondis à 2 chiffres après la virgule**

Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.

Fait à ..... le .....

Nom et prénom: ..... Fonction : .....

Signature:

**ANNEXE C : MODELE DE DÉCLARATION INTERLOCUTEUR  
UNIQUE**

MARCHE AYANT POUR OBJET  
" **CRÉATION DE CONTENUS DIGITAUX « Groupes »**  
**POUR LA DESTINATION GRANDE RÉGION** "

Je soussigné, Madame/Monsieur ,.....

Représentant l'entreprise .....

déclare que, pour l'exécution du présent marché, votre interlocuteur unique  
parlant français sera :

Monsieur / Madame .....

Téléphone : .....

E-mail : .....

Fait à ....., le .....

Signature